



COP21 en Afrique - Entrepreneurs climatiques africains Propositions pour de nouvelles solidarités inter-territoriales

Propositions issues de l'événement multi-lieux et multi-acteurs organisé le 20 novembre à Brazzaville, Brest, Cotonou, Dakar, Kinshasa, Nice, Rennes, Paris Ouest Nanterre, Tanger, Toulouse, Yaoundé, et sur le web

Projet sous le haut patronage de la Secrétaire d'état au Développement et à la Francophonie de la France

Le projet

Dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale et de la COP21, RSE et Développement et ses partenaires ont organisé un événement multi-lieux connecté le 20 novembre pour mieux comprendre les enjeux du climat et de l'accès à l'énergie en Afrique, découvrir les solutions des entrepreneurs du continent, et co-construire de nouvelles solidarités inter-territoriales en leur faveur.

Plus de 200 personnes ont participé à cet événement, dans 13 pays, par internet ou dans une des 11 villes participantes. 48 propositions ont été faites, que nous avons synthétisées ci-après. 23 intervenants ont partagé leur expérience.

La synthèse de ces propositions a été présentée à la COP21, dans le cadre d'une conférence co-organisée par l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense, ENERGIES 2050 et RSE et Développement, en même temps que des entrepreneurs climatiques présentaient leurs solutions, et que l'importance du lien changement climatique et droits humains était rappelée.

Vous trouverez dans ce cahier :

- La synthèse des propositions pour de nouvelles solidarités avec les entrepreneurs climatiques africains
- La présentation des entreprises climatiques que nous avons invitées à intervenir lors de nos événements du 20 novembre et du 7 décembre – ce travail a été réalisé par des étudiants en collaboration avec l'Université de Paris Ouest et RSE et Développement

Retrouvez le projet sur www.rse-et-ped.info

Site dédié
COP21 en Afrique



Présentations de la
Conférence du 7
décembre



Présentations et
biographies des
intervenants de
l'événement multi-lieux



Propositions de nouvelles
solidarités inter-territoriales
pour les entrepreneurs
climatiques africains (détail
et synthèse)



Merci à l'ensemble des intervenants :

Événement multi-lieux du 20 novembre

Session plénière

Firmin Matoko, Directeur, Division Afrique, UNESCO ;
Guillaume de Laboulaye, ENERGIES 2050, France ;
Alexandre Castel, Président, Station Energy, Côte d'Ivoire ;
Sidi Khalifou, Directeur Général, CDS, Mauritanie ; Prof.
Aawatif Hayar, Université Hassan II de Casablanca, Co-
fondatrice de E-Madina, Maroc ; Gérard Madon, Président
du Conseil d'administration, Enercoop, Midi-Pyrénées,
France ; Prof. Adams Tidjani, IMEM, Sénégal

Sessions locales

Bénin : Yacoub Bitocho, Doctorant, Assistant de Droit Public
International, Faculté de droit

Cameroun : Atangana Eteme Emeran, Conseiller technique
n°1, Ministère de l'habitat et du développement urbain,
Cameroun ; Fouman Ngame Vincent, Magistrat municipal,
Maire de DJOUM ; François Paul Eteme Onding, Expert
Environnemental et Social, PRECASEM ; Pauline Eyebe Effa,
Présidente, ONG PFAC ; Bienvenu Nyeck Mathias, Expert
en développement local

Maroc : Dr Tarik EL Edghiri, Conseiller technique senior, GIZ

Rép. Du Congo : Hector Olivier Itoua, Directeur de
Publication, L'Equatorial Magazine ; Représentant Résident
du PNUD ; Lumière Jean Félix Issang, Conseiller Principal,
Responsable de l'Unité Energies et Environnement au
PNUD (Rép. du Congo) ; Alain Blaise Takam, Consultant en
RSE, L'Equatorial Magazine et Institut Afrique RSE

RD Congo : Muswagha Katya, Fondatrice, Limbere
Consulting ; Gabriel Mola Motya, Président, Fédération des

Industriels du Bois ; Yvon Mbwebwe Kabeya, Expert
technique RSE, GIZ

France : Brest : Abdoulaye Sarr, chercheur en biologie
computationnelle au LAB-STICC - Nanterre : Béatrice Bellini,
Maitre de conférences, Université Paris Ouest Nanterre La
Défense ; Ibrahima Sene, Etudiant Master, Université Paris
7 ; Georges de Banes, Enseignant, Université Paris Ouest -
Rennes : Jean-Paul Corriette & François Gaudichet, CCFD-
Terre Solidaire ; Antoine Horellou, Fondateur, SEAtizens et
Bops ; Axel Lenouvel, Gestionnaire des approvisionnements
de cantines de lycées ; Guy Fontenelle, Professeur émérite,
Agrocampus Ouest Rennes

Conférence Espace Générations Climat COP21, Le Bourget (Paris), 7 décembre

Béatrice Bellini, Maitre de conférences, Université Paris
Ouest (France) ; Ousmane Samassekou, Fondateur, Katène
Kadji (Mali) ; Martine Combemale, Directrice, RHSF
(France) ; Arnaud Chabanne, CB Energie et Projet Lagazel
(Burkina Faso) ; Guillaume de Laboulaye, ENERGIES 2050,
Antoine Horellou, Fondateur, SEAtizens et BOPS



Conférence 7 décembre
Le Bourget

COP21 en Afrique - Propositions pour de nouvelles solidarités inter-territoriales en faveur des entrepreneurs climatiques africains

« Tout le travail que nous menons, c'est pour le bien-être de toutes les populations »

L'Afrique représente seulement 7,8% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais subit très sévèrement les impacts du changement climatique – sécheresses, érosion côtière, baisse de la disponibilité de l'eau. 650 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité. De façon légitime, l'Afrique aspire au développement. Le continent connaît ces dernières années une croissance bienvenue, mais doit prendre le chemin d'un développement économique juste et respectueux du climat et de l'environnement pour être soutenable.



**Sewa - Katéné
Kadji**

Les solutions entrepreneuriales climatiques en Afrique, basées sur les énergies renouvelables, fournissent une opportunité de taille à la lutte contre le changement climatique. Elles permettent aussi de faire avancer les Objectifs de développement durable en Afrique en fournissant l'énergie nécessaire à l'irrigation de l'agriculture, la réfrigération de la production agricole, le pompage et le traitement de l'eau, des modes de cuisson sans risques pour la santé etc. Notre événement multi-lieux du 20 novembre a montré que ces solutions s'appuyaient sur des modèles d'affaires novateurs et vertueux : coopération et gouvernance multi-acteurs, usage collectif d'installations qui rappelle l'économie de fonctionnalité, innovation

frugale, capacités de production locale ajustées aux besoins des individus et des activités génératrices de revenus.

Ces solutions entrepreneuriales peuvent permettre à l'Afrique, à l'instar de la téléphonie mobile, de faire un saut technologique, pour passer de l'absence d'accès à l'énergie aux énergies renouvelables, sans recours massif aux énergies fossiles. Selon l'IEA¹ les énergies renouvelables pourraient représenter 45% de la capacité énergétique en Afrique subsaharienne en 2040. A cette date, l'accroissement de l'accès à l'électricité en zone rurale se fera à 70% par des systèmes autonomes et des mini-réseaux. 2/3 de l'ensemble des systèmes autonomes et des mini-réseaux sera approvisionné par les énergies solaire, éolienne et hydroélectrique.

Or le développement des énergies renouvelables en Afrique est encore largement insuffisant. En 2040, environ 530 millions d'Africains, en premier lieu en zones rurales éloignées des réseaux électriques, resteront sans accès à l'énergie². Les modèles d'affaires et de fonctionnement des entrepreneurs climatiques doivent être encore améliorés, et leur financement facilité. Face à ces défis, quelles solidarités peuvent être mises en place ?

¹ IEA (Agence internationale de l'énergie), 2014, Africa Energy Look

² IEA, 2014, Africa Energy Outlook

COP21 en Afrique - Propositions pour de nouvelles solidarités inter-territoriales en faveur des entrepreneurs climatiques africains

« Tout le travail que nous menons, c'est pour le bien-être de toutes les populations »

Dans les lieux participants, en Afrique comme en France, l'Afrique est considérée comme à la fois très peu responsable des changements climatiques mais en supportant fortement les impacts. Les lieux participants appellent les pays développés, largement responsables des émissions de gaz à effet de serre et du réchauffement climatique, à assumer leurs responsabilités et à financer la lutte contre, et l'adaptation aux, changements climatiques en Afrique. Cela doit inclure un soutien fort aux entrepreneurs climatiques, et des mesures publiques favorisant le développement des énergies renouvelables.

Ensuite les propositions ont porté sur les nouvelles solidarités inter-territoriales à mettre en place pour que les financements apportés par le Nord en faveur des entrepreneurs climatiques africains aient le plus grand impact possible. Ces solidarités se regroupent autour des grands axes présentés ci-après.

Renouveler et renforcer les coopérations entre acteurs

Les coopérations ne sont plus seulement Nord-Sud, mais aussi Sud-Nord : les pays dits développés peuvent apprendre beaucoup des expériences des entrepreneurs climatiques africains pour changer leurs modes de production et de consommation. Ainsi, CDS et Station

Energy vendent des solutions solaires destinées à des usages collectifs (s'inspirant de l'économie de fonctionnalité), au niveau local (vs. un réseau d'électricité national). Les installations sont adaptées aux besoins d'un village ou d'une communauté, et non l'inverse. Ces modèles innovants pourraient aider les pays du Nord à transformer leurs propres modèles. Il y a une aspiration pour développer les coopérations Sud-Sud, entre des pays qui ont des préoccupations relativement similaires - ainsi le modèle de village durable E-douar au Maroc a vocation à se diffuser dans d'autres pays africains.

Pour plus d'efficacité et pour accélérer les changements, les coopérations multi-acteurs – universités, gouvernement national et local, élus locaux, société civile, communautés, entreprises etc. – doivent se multiplier et se renforcer. Elles seront mises en place à tous les niveaux : les entrepreneurs climatiques coopéreront avec leurs différentes parties prenantes ; les villes durables créeront des dynamiques territoriales entre les différents acteurs ; les institutions d'éducation et d'enseignement supérieur mutualiseront leurs travaux : projets, programmes, contenus, recherche etc. Ainsi, dès à présent, l'entreprise solaire CDS en Mauritanie travaille avec les collectivités territoriales, les ONG locales et aussi l'Etat, en apportant son savoir-faire pour la maintenance et la gestion des installations photovoltaïques. L'ONG GERES développe en Afrique des

COP21 en Afrique - Propositions pour de nouvelles solidarités inter-territoriales en faveur des entrepreneurs climatiques africains

« Tout le travail que nous menons, c'est pour le bien-être de toutes les population »

solutions qui mixent entrepreneurs, communautés locales et l'ONG elle-même.

Favoriser l'appropriation citoyenne de l'économie – pour les entrepreneurs climatiques et au-delà

Il faut dynamiser l'entrepreneuriat climatique et la responsabilité sociale et environnementale des acteurs économiques au niveau local, en impliquant largement les collectivités territoriales et les communautés locales dans le dialogue avec les entreprises ; en les associant quand c'est opportun à la gestion ou aux opérations de l'entreprise (par ex., à la maintenance des panneaux solaires) ; et en assurant la transparence des entreprises sur leurs opérations et leurs impacts locaux. Un **point focal RSE** pourra être désigné dans les collectivités territoriales pour faciliter le dialogue avec les entreprises sur leurs impacts sociétaux et environnementaux. En retour, l'entreprise s'appuiera sur les communautés en tant qu'utilisateurs responsables, et employés et partenaires commerciaux engagés.



E-Douar - Darna, la Smart Maison

Mobiliser la finance solidaire pour dynamiser de nouvelles formes de financement

Ces nouveaux financements viendront des investisseurs de la diaspora africaine, du crowd-funding qui mobilise une multitude de petits montants, de coopératives

d'investissement qui rassemblent des investisseurs aux valeurs communes. Ils seront dédiés au financement d'entreprises climatiques avec des modèles d'affaires innovants (coopérative, entreprise sociale, économie de fonctionnalité etc.), qui s'appuient sur des principes d'éthique, de transparence, de performance environnementale. Ces nouveaux financements devront mieux répondre aux besoins spécifiques de financement des entrepreneurs climatiques : financement long-terme nécessaire pour les équipements énergétiques, investissements de départ pour des start-ups et des PME (moins élevés que pour les grands projets),

COP21 en Afrique - Propositions pour de nouvelles solidarités inter-territoriales en faveur des entrepreneurs climatiques africains

« Tout le travail que nous menons, c'est pour le bien-être de toutes les populations »

financement de l'achat d'équipements en énergies renouvelables, financement de la recherche etc. Les capacités des entrepreneurs climatiques seront renforcées – formation, accès à l'information sur les financements et accès à l'expertise financière – pour faciliter leur accès aux financements.

Mettre au premier plan l'éducation, la formation et la recherche appliquée

L'éducation supérieure et la formation professionnelle doivent inclure à la fois :

- Les compétences techniques sur les aspects énergétiques ;
- Mais également des compétences managériales pour aider à la mise en place de modèles d'affaires plus responsables et durables et permettre de maximiser la création d'emplois ;
- Et enfin des compétences en RSE afin de sensibiliser et former les cadres sur les impacts sociétaux et environnementaux des activités de leur entreprise.

Que ce soit dans les organisations publiques ou privées, les cadres opérationnels et les cadres dirigeants doivent être formés à la RSE. Afin de permettre les coopérations multi-acteurs et l'appropriation citoyenne de l'économie, toutes les parties prenantes, y-compris les collectivités, communautés et autres acteurs locaux, doivent être sensibilisés aux enjeux de la RSE et, quand c'est pertinent formées à la RSE.

Il faut développer la recherche appliquée sur les énergies renouvelables et les innovations pour l'environnement en Afrique, et favoriser la coopération entre les instituts techniques, les universités et les entreprises, de sorte à améliorer les solutions technologiques pour répondre au mieux aux besoins des populations. La recherche sur les modèles d'affaires permettant des modes de production et de consommation durables devra être accrue pour mieux comprendre et diffuser ces nouveaux modèles. Elle portera également sur les entrepreneurs climatiques africains pour bien comprendre leurs modèles, les clés de leur réussite, et les opportunités d'amélioration.



Lagazel - Lampe solaire

COP21 en Afrique - Propositions pour de nouvelles solidarités inter-territoriales en faveur des entrepreneurs climatiques africains

« Tout le travail que nous menons, c'est pour le bien-être de toutes les populations »

Les enfants doivent acquérir à l'école la culture de la protection de l'environnement et de la lutte contre changement climatique, afin de mieux comprendre le système pour agir de manière pertinente.

Aider les pays africains à une meilleure gestion de l'ensemble des impacts environnementaux

Il convient de renforcer et rendre efficace le rôle des états africains pour l'environnement, avec des mesures pour une action publique efficace – fiscalité, y-compris taxes et déductions ; lois y-compris incitatives ; dédouanement de produits bons pour l'environnement etc.

Au-delà des impacts climatiques, d'autres dégradations de l'environnement sont fortement ressenties en Afrique - déforestation et défrichage non contrôlé, déchets en quantité et mal gérés par exemple. Il faut combattre tous ces impacts avec une approche globale de l'environnement, une gestion de la chaîne de valeur et une approche cycle de vie des produits et services.

Mesurer les impacts sociaux et environnementaux des produits avec des indicateurs qui privilégient le long-terme

La connaissance et la transparence sur les impacts sociaux et environnementaux des entreprises et des produits sont essentielles pour les atténuer. Les indicateurs doivent être définis par l'ensemble des parties prenantes. Il faut développer des outils permettant de prendre conscience du niveau de dégradation des écosystèmes et de pouvoir mieux évaluer les progressions.

Mettre en place une/des plateforme(s) d'échange(s), de coopération, de diffusion de bonnes pratiques et de mise en réseau des acteurs

Cette, ou ces plateformes, sont appelées à être mises en œuvre pour les entreprises climatiques africaines spécifiquement mais aussi pour les acteurs économiques africains en général. Elles devront être multi-acteurs pour réunir toutes les compétences et prendre en compte tous les points de vue de façon équilibrée, pour faciliter la coopération entre acteurs et pour permettre l'appropriation citoyenne des enjeux sociaux et environnementaux de l'économie.

Les entrepreneurs climatiques africains, véritable solution pour l'accès à l'électricité avec les énergies renouvelables

650 millions d'Africains sans accès à l'électricité

2040* : 530 millions restent sans électricité

Utilisation du bois pour la cuisine : déforestation, gaz à effet de serre et pollution de l'air, dangereux pour la santé

2040 en Afrique* :

45% de l'électricité sera renouvelable

2/3 des systèmes autonomes et des mini-réseaux des zones rurales seront alimentés par les énergies renouvelables

Les entrepreneurs climatiques africains proposent de nouveaux modèles innovants pour de nouveaux modes de production et de consommation

* Source : IEA, 2014, Africa Energy Outlook

CDS : accès à l'énergie et à l'eau - Mauritanie

Mission

Seulement 9% de la population rurale (60% de la population mauritanienne) a accès à l'électricité, 1 Mauritanien sur 2 a accès à l'eau potable.

CDS a pour mission de :

- Donner accès à l'eau et à l'électricité aux populations des zones rurales
- Promouvoir les énergies renouvelables
- Proposer un savoir-faire fiable et de qualité, abordable et durable

Les métiers de CDS

Fournir des services essentiels (eau, énergie) avec un souci de qualité :

- Distribution avec boutiques solaires et micro-crédit
- Délégation de service public en zone rurale pour l'eau et l'électricité, avec l'énergie solaire quand c'est possible
- Exécution et suivi de travaux d'eau et électricité basés sur l'énergie solaire et hybride, pour des ONG, des communes, des institutions internationales etc.



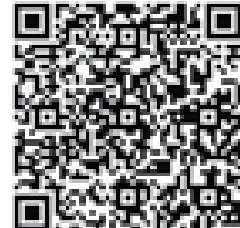
L'analyse de RSE et PED : les +

- + Savoir-faire de l'entreprise
- + Collaboration multi-acteurs
- + Fournit des solutions pour des usages collectifs
- + Adapté aux besoins locaux
- + CDS est une entreprise citoyenne, soucieuse de qualité et de proximité, elle emploie 39 personnes

Partenaires

CDS travaille, selon les projets, avec différents partenaires : état, collectivités, organisations professionnelles, ONG nationale & internationales, projets de développement, et les populations

Plus d'information :



Katèné Kadji : Sewa, foyers de cuisson améliorés - Mali

Mission

90% des familles maliennes utilisent du bois et du charbon de bois pour la cuisson.

Cette pratique participe à la déforestation, génère des émissions de gaz à effet de serre.

Les particules de la fumée, à l'intérieur des maisons, nuisent gravement à la santé, et le risque d'incendie est élevé

Le foyer Sewa consomme 40% de charbon en moins qu'un four traditionnel, grâce à un insert en céramique.

Les foyers Sewa et leur impact

Le four « Sewa » est produit localement par le GIE Katene Kadji, coopérative d'artisans locaux qui travaillent le métal et la céramique. Sewa est ensuite distribué par des revendeurs locaux.

- Lancé en 1996
- 300 000 unités produites entre 2005 et 2014
- 33 millions d'Euros d'économies pour les ménages
- 510 000 hectares protégés de la déforestation
- Crédit carbone Gold Standard
- 25 employés permanents



L'analyse de RSE et PED : les +

- + Collaboration multi-acteurs
- + Impact fort et prouvé
- + Innovation frugale
- + Adapté aux besoins des populations
- + Créateur d'emplois locaux

Partenaires

Katèné Kadji
 Forgerons/Assembleurs
 Boutiques/revendeurs
 CAFO – Collectif d'associations féminines
 Caravane mobile
 AMADER (agence publique)
 Ménages

Plus d'information :



Lagazel : lampes solaires – Burkina Faso

Mission

- 650 millions d'Africains sans électricité
- Solutions d'éclairage en Afrique coûteuses et dangereuses pour la santé (piles, pétrole)
- Marché estimé à 10 milliards USD pour l'éclairage hors-réseau et 1 milliard USD pour la recharge de téléphone

Lagazel est la 1ère start-up produisant des lampes solaires en Afrique

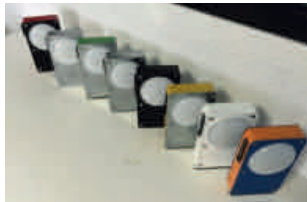
Lampes solaires Lagazel

Lancées en 2015

Les lampes sont fabriquées en Afrique dans des ateliers de proximité.

Les lampes sont robustes, avec des composants soigneusement choisis :

- Zéro émission de CO2
 - Recyclable
 - Garantie 2 ans, service-après-vente de qualité
- Objectifs 2020 : 640 000 TCO2 évitées, 100 millions d'Euros économisés par les ménages, 200 emplois.



L'analyse de RSE et PED : les +

- + Savoir-faire de l'entreprise
- + Approche qualité
- + Adapté aux besoins locaux en Afrique – 1 produit simple pour plusieurs usages
- + Entreprise citoyenne : création d'emplois

A l'origine, un savoir-faire industriel

Lagazel résulte de la combinaison du savoir-faire dans l'industrie des matériaux à base de métal de Chabanne, et de celui de CB Energie, entreprise solaire burkinabe

Plus d'information :



Station Energy – Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Sénégal etc.

Mission

- Plus de 50% de la population est non connectée au réseau électrique
 - 40% des récoltes sont perdues lors du stockage et du transport
 - 80% de la population sans accès à Internet
 - 30% des budgets des ménages consacré à l'énergie et aux télécommunications
- Station Energy conçoit et développe des systèmes et infrastructures innovantes pour l'accès à l'énergie et aux services de base comme la réfrigération en Afrique.

Les métiers de Station Energy

Station Energy Services est un intégrateur qui vend des solutions clés en main pour l'accès à l'énergie en zone rural et péri-urbaine.

Son offre produit comprend des boutiques équipées de panneaux solaires vendant différents produits et services : location de batteries et lampes solaires, vente de boissons fraîches et aliments, recharge de téléphone, accès à internet, mobile money, etc.



L'analyse de RSE et PED : les +

- + Fournit des solutions pour des usages collectifs
- + Solutions pour des communautés villageoises et pour l'agriculture
- + Apporte des solutions de financement

Plus d'information :



Association La Voûte Nubienne - Afrique

Mission

- Plusieurs millions d'habitants des zones de type sahélien n'ont plus accès à un habitat décent. Le recours au bois, à la tôle et au béton pour leurs toitures est inadapté et enferme dans la pauvreté.
- AVN a adapté une technique de construction à base de terre et de pierres, permettant un habitat de qualité et aux qualités bioclimatiques.
- Des artisans-maçons sont formés sur un modèle de compagnonnage
- Une dynamique de marché local est instituée

Impact

- Implantée au Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Sénégal
- 55 salariés locaux
- 1500 chantiers achevés depuis le début
- 380 maçons/artisans/entrepreneurs formés depuis le début
- 300 apprentis-maçons en cours de formation
- 55 000 tonnes CO2 potentiellement évitées depuis le début
- 2 millions d'Euros d'impacts économiques locaux générés



L'analyse de RSE et PED : les +

- + Solution pour l'habitat durable – enjeu majeur en Afrique
- + Solution locale pour les populations locales
- + Approche systémique : technique, production, commercialisation
- + Innovation frugale

Partenaires

- Artisans-maçons et leurs associations professionnelles
- ONG
- Entreprises, fondations
- Institutions publiques

Plus d'information :



Zones d'Activités Electrifiées (ZAE) - Mali

Mission

Seulement 18 % des zones rurales ont accès à l'électricité au Mali. La population dépend du gazoil, à l'approvisionnement incertain et aux prix volatiles. La création de ZAE permet l'accès à l'énergie pour des activités économiques productives et génératrices de revenus, au sein d'un bâtiment bioclimatique avec une efficacité énergétique élevée.



L'analyse de RSE et PED : les +

- + Co-gestion par les parties prenantes
- + Permet le développement économique dans des zones rurales reculées
- + Installations sobres, adaptées aux besoins
- + Utilisation mutualisée d'installations

Projet (2014-2018)

- Alimenter à 100 % par des énergies renouvelables cette zone à travers l'installation de panneaux solaires, la culture du jatropha pour produire de l'énergie, la création de bâtiments bioclimatiques
- La ZAE fournira en électricité continue jusqu'à 15 très petites entreprises locales
- La ZAE contiendra une unité d'extraction de l'huile de jatropha qui permettra d'approvisionner le groupe électrogène de la ZAE
- La ZAE développera également des activités de communication dont l'accès à internet ou encore une radio communautaire
- Dans son mode de gestion la ZAE impliquera l'ensemble des parties prenantes, et en particulier les entrepreneurs locaux, l'état, la structure gestionnaire et les habitants

Partenaires

ONG GERES, AMEDD, communes, AMADER et ANADEB (public), La Voûte Nubienne, IRAM

Financiers : Union Européenne, Fondation EDF, Fondation Lord M. of Hellingly, Fondation Nexans, Fonds de dotation Synergie Solaire, Fondation Un Monde par tous, ECODIS

Plus d'information :



Projet COP21 en Afrique – Quelles nouvelles solidarités inter-territoriales en faveur des entrepreneurs climatiques africains

Merci aux partenaires qui ont co-construit le projet :



Le projet a été rendu possible grâce au haut patronage de la Secrétaire d'état au Développement et à la Francophonie



Nos événements en ligne sont réalisés en partenariat avec :



Les propositions sont issues des discussions et ne reflètent donc pas forcément les opinions des partenaires du projet



Le projet a été initié et coordonné par l'association française RSE et Développement :

Changer l'économie est l'affaire de tous !

Depuis 2008, RSE-et-PED engage tous les acteurs pour informer, promouvoir la transparence des entreprises, renforcer le dialogue et les échanges et ancrer la RSE localement au Sud, pour une économie juste, responsable et durable.



RSE-et-PED est la première source d'information francophone indépendante et multipartite sur la Responsabilité Sociale des Entreprises dans les pays émergents et en Développement.



RSE-et-PED
Ressources et communauté pour la RSE
avec les Pays en développement

Rejoignez-nous !

Site : www.rse-et-ped.info

Lettre gratuite : www.rse-et-ped.info/lettre-d-information

Communauté : www.rse-et-ped.info/inscription

Contact : contact@rse-et-ped.info

7 rue La Motte-Picquet – 35000 Rennes